



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Fourniture de carburants pour le groupement de commande
constitué de services de l'Etat en Nouvelle-Calédonie**

N°2025_HC988_CARBURANT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Procédure de passation : **Appel d'offre ouvert**

Date de publication : **Vendredi 5 septembre 2025**

Date limite de remise des plis : **Vendredi 10 octobre à 16h (heure locale)**

Date de visite non obligatoire (site Tontouta) : **Mardi 16 septembre 2025**

Pour cette consultation, les dépôts se feront par voie électronique sur
PLACE, à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les jours mentionnés au présent RC sont calendaires.

Le présent règlement de consultation comporte 13 pages

SOMMAIRE

1. DESIGNATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	2
1.1. Le coordonnateur du groupement de commandes.....	3
1.2. Le groupement de commandes.....	3
2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES.....	3
2.1. Objet et contexte.....	3
2.2. Procédure de passation, forme et durée du marché.....	3
2.3. Nomenclature	3
2.4. Nature de l'attributaire	4
2.5. Lieux d'exécution	4
2.6. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus	4
3. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
3.1. Allotissement.....	4
3.2. Délai de validité des offres.....	4
3.3. Variante	4
3.4. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels	5
3.5. Visite des lieux	5
4. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES (DCOE)	5
4.1. Contenu du dossier de consultation des opérateurs économiques (DCOE)	5
4.2. Modalités d'obtention du dossier de consultation des opérateurs économiques..	6
4.3. Modification de détail au dossier de consultation des opérateurs économiques et questions des entreprises.....	6
5. CONSTITUTION DES DOSSIERS ET REMISE DES OFFRES.....	6
5.1. Présentation du dossier de candidature	6
5.2. L'offre	7
5.3. Conditions d'envoi et remise de plis.....	8
6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
6.1. Examen des candidatures.....	9
6.2. Examen des offres.....	10
6.3. Analyse des offres.....	10
6.4. Méthode de notation des offres.....	11
6.5. Mise au point	13

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

9 bis rue de la République, 98800 NOUMEA

BP C5 - 98 844 NOUMEA CEDEX

Téléphone : 20 02 00

Courriel : achats@nouvelle-caledonie.gouv.fr

Type d'acheteur : Etat

1.1. Le coordonnateur du groupement de commandes

Le Haut-commissaire de la République est désigné coordonnateur du groupement de commandes constitué par convention n°2025-007 du 4 septembre 2025.

1.2. Le groupement de commandes

Le groupement de commandes est constitué des services de l'Etat dénommés « services bénéficiaires » énumérés comme suit ;

- le haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie,
- la police nationale,
- la direction régionale des douanes de Nouvelle Calédonie,
- le service pénitentiaire d'insertion et de probation de Nouvelle Calédonie,
- la direction de l'agriculture de la forêt et de l'environnement,
- l'antenne de Nouvelle-Calédonie de l'agence nationale des fréquences,
- la direction de l'aviation civile en Nouvelle-Calédonie,
- la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie,
- la cour d'appel de Nouméa.

2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

2.1. Objet et contexte

Le présent règlement de la consultation a pour objet de définir les modalités de passation du marché public relatif à la fourniture de carburants au moyen des cartes accréditatives auprès du réseau de stations-service du titulaire ou de celui de ses partenaires avec lesquels des accords commerciaux ont été conclus et la livraison de carburants auprès des services bénéficiaires.

2.2. Procédure de passation, forme et durée du marché

Il s'agit d'un marché de fourniture et de services, passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

La forme retenue pour l'exécution du marché est un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel, mono-attributaire en application articles L.2125-1, R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre pluriannuel à bons de commande est conclu pour une durée maximale de 4 ans.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

2.3. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code CPV	Libellé CPV
09000000-3	Produits pétroliers, combustibles, électricité et autres sources d'énergie.
09132000-3	Essence
09134000-7	Gasoils
30163100-0	Cartes pour l'achat de carburant
30163000-9	Cartes accréditatives

2.4. Nature de l'attributaire

Le marché est conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du code de la commande publique, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.5. Lieux d'exécution

Le marché s'exécutera sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie.

2.6. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus

Les personnes habilitées à donner des renseignements sont :

Mmes Anne-Laure Teriitehau, Cécile Milie et Madeleine Hmaen ; achats@nouvelle-caledonie.gouv.fr

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du CCP, le marché donnera lieu à un lot unique.

Le non-allotissement se justifie par le fait que le présent marché nécessite une homogénéité dans sa réalisation telle que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours. Il court à compter de la date limite de remise des offres.

3.3. Variante

Les variantes ne sont pas autorisées pour cette consultation.

3.4. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

3.5. Visite des lieux

Afin de prendre connaissance des lieux et contraintes relatives à la livraison du gazole sur le site de Tontouta de la direction de l'aviation civile en Nouvelle-Calédonie, les candidats ont la possibilité de s'y rendre avant la remise de leurs offres.

Cette visite n'est pas obligatoire et fera l'objet d'une attestation, signée par le responsable des visites. Sauf défaillance de l'administration, il n'y aura pas d'autres dates de visite que celle fixée ci-dessous. Chaque candidat ne peut effectuer qu'une seule visite.

Pour procéder à cette visite, les candidats doivent s'inscrire auprès de l'adresse suivante et dans les délais suivants :

Service bénéficiaire	Site	Date de visite	Délai de prévenance	Adresse email à contacter pour s'inscrire aux visites
Direction de l'aviation civile en Nouvelle-Calédonie	Aéroport de Tontouta	Mardi 16 septembre 2025	Vendredi 12 septembre 2025 avant 12h	rudym.roy@aviation-civile.gouv.fr

4. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES (DCOE)

4.1. Contenu du dossier de consultation des opérateurs économiques (DCOE)

Le dossier de consultation des opérateurs économiques comprend les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- le formulaire d'acte d'engagement (AE) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le BPU/DQE
- Les formulaires DC1 et DC2 à remplir et DC4 le cas échéant.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS). Ce document étant réputé connu des entreprises, il ne sera pas

matériellement joint au marché mais peut être téléchargé à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

4.2. Modalités d'obtention du dossier de consultation des opérateurs économiques

Le dossier de la consultation est disponible par téléchargement sur la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

4.3. Modification de détail au dossier de consultation des opérateurs économiques et questions des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail sur le dossier de consultation des opérateurs économiques.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des opérateurs économiques modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Pour toutes questions ou renseignements complémentaires, les candidats sont invités à adresser une demande écrite **uniquement sur PLACE au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, soit avant le mardi 30 septembre à 16 heures (heure locale).**

Les questions posées devront être explicites et précises. Elles ne pourront faire référence qu'au contexte et au périmètre du présent marché.

Chaque question posée dans le délai imparti pourra donner lieu à la modification du dossier de consultation des opérateurs économiques avec la mise en place d'un document qui s'intitulera « questions-réponses ». Ce document sera disponible sur PLACE et en libre accès, par conséquent les candidats devront prendre en considération la dernière version de ce document. Toutefois, si aucune question n'est posée ce document ne sera pas créé.

5. CONSTITUTION DES DOSSIERS ET REMISE DES OFFRES

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

5.1. Présentation du dossier de candidature

Le dossier de candidature comportera les pièces suivantes dûment complétées, datées et signées par la personne habilitée.

5.1.1. Renseignements concernant la situation propre du candidat

Le candidat individuel ou chaque membre du groupement (via le formulaire DC1 téléchargeable aussi sur le site http://www.economie.gouv.fr/DA/Formulaires-Marchés_publics), déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas l'interdisant de soumissionner. Les cas d'exclusion de la procédure sont prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

Un candidat qui fait une fausse déclaration encourt les peines prévues par l'article 441-1 du code pénal, pour faux ou usage de faux.

Le candidat transmet un extrait de K-BIS ou de numéro d'immatriculation RIDET, un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

5.1.2. Forme juridique

Les candidats peuvent se présenter seul ou sous forme de groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leur offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la commande publique.

En cas d'attribution du présent appel d'offre à un groupement, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Dans le cas où la personne qui signerait la déclaration pour le compte de l'entreprise candidate ne serait pas le dirigeant de l'entreprise ou tout autre représentant juridiquement habilité à l'engager, elle devra joindre à la candidature la preuve de sa capacité à engager la société par la production d'une délégation de pouvoir, établie par la personne juridiquement habilitée à engager l'entreprise. En cas d'absence d'un tel pouvoir ou d'une délégation en bonne et due forme, la candidature de l'entreprise sera rejetée sans être examinée.

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes visées à l'article L2141-1 du Code de la commande publique.

5.1.3. Capacités économique et financière

Le candidat transmet la déclaration concernant le chiffre d'affaire hors taxe des 3 dernières années (DC2).

5.1.4. Capacités techniques et professionnelles (G1 du DC2)

Le candidat transmet la liste des contrats souscrits au cours des 3 dernières années dans le cadre de conventions similaires (publiques ou privées) et la liste des moyens matériels, les effectifs moyens annuels et le personnel d'encadrement dont il dispose pour la réalisation du marché.

5.1.5. Sous-traitance

L'opérateur peut confier une part du marché à un sous-traitant. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide du formulaire ATTRI 2 (au stade du dépôt de l'offre) ou de l'imprimé DC4 (en cours d'exécution du marché) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat ou titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

5.2. L'offre

Elle comprend les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (ATTR11), daté et signé par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société. Cet acte d'engagement porte acceptation du CCAP et du CCTP, sans aucune réserve ;
- Le BPU complété; Le fichier correspondant sera impérativement transmis au format informatique Excel et au format PDF ;
- Le mémoire technique détaillé **incluant obligatoirement les éléments suivants** :
 - Présentation de la couverture géographique du réseau de stations proposé incluant les horaires d'ouverture et de fermeture. A ce titre, le candidat fournira la liste d'implantations des stations présentes en Nouvelle-Calédonie
 - Fiches techniques des carburants
 - Fonctionnalités et modalités de gestion des cartes accréditives
 - Paramétrage et niveau de personnalisation des cartes accréditives
 - Procédure en cas de résiliation d'une carte
 - Présentation du portail de gestion dédié comprenant la gestion des demandes et des requêtes
 - Suivi des consommations et reportings
 - Modalités de facturation
 - Calendrier de livraison pour le premier déploiement
 - Délai de livraison des nouvelles cartes (suite perte/vol/dysfonctionnement/nouveau besoin) en cours d'exécution du marché
 - Organisation du service client et délai de traitement des demandes
 - Procédure d'assistance et support
 - Procédure en cas de perte ou de vol des cartes (dispositif de sécurité, mise en opposition, renouvellement des cartes...)
 - Organisation de la livraison du carburant sur le site de la direction de l'aviation civile identifié
 - Présentation de la démarche de développement durable (économique, sociale et environnementale) en lien avec l'objet du marché

Concernant le mémoire technique

Le mémoire technique n'est pas la compilation de documents commerciaux. Il doit être conçu pour la présente consultation et dédié aux seules réponses apportées par le candidat. A ce titre, ils sont précis, synthétiques et leur texte est jalonné pour en faciliter la lecture et la compréhension, les éléments d'information doivent pouvoir être trouvés sans ambiguïté. Seuls les éléments élaborés en ce sens seront analysés par le pouvoir adjudicateur.

Le mémoire technique est pris en compte pour la notation des offres. Les informations qu'il contient sont réputées engager l'entreprise lors de l'exécution du marché.

5.3. Conditions d'envoi et remise de plis

5.3.1. Remise des offres

Les offres sont à déposer par voie électronique sur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis doivent être remis avant la date limite indiquée sur la page de garde du présent règlement de consultation.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable précisant les conditions d'utilisation de la plateforme des achats de l'Etat.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt a été réalisée avec succès, puis, un accusé réception lui est adressé par courrier électronique.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

5.3.2. Copie de sauvegarde

Le titulaire pourra remettre une copie de sauvegarde de son dossier (candidature et offres).

Cette copie de sauvegarde doit être strictement conforme au pli déposé sur la PLACE et se substituera à celui-ci en cas de survenue d'un problème technique.

La copie de sauvegarde peut être remise sur clé USB.

Le dépôt devra être réalisé avant la date limite de remise des plis. Une attestation sera remise au candidat.

La date limite de réception des offres / dépôt des offres sur la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> est fixée au vendredi 10 octobre à 16 heures (heure locale) au plus tard.

6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1. Examen des candidatures

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées seront éliminées conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique.

Si l'acheteur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à maximum 6 jours.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre et conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats seront éliminés si :

- **leur candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :**

- le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article L.2141-1 ;

- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
 - le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, aux obligations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
 - le candidat assujéti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
 - le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;
- ils n'ont pas remis, ou de façon incomplète, les pièces demandées ;
 - ils ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du Code de la commande publique portant sur la dématérialisation des communications et échanges d'informations, si une candidature transmise est rejetée en application des articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

6.2. Examen des offres

L'examen des offres est effectué dans les conditions prévues, notamment aux articles R2152-1, R2152-6 et R2152-7 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur élimine les offres non conformes à l'objet de la présente consultation. A ce titre, sont éliminées sans être étudiées les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

- **Inappropriées** : c'est à dire toute offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur.

- **Irrégulières** : c'est à dire toute offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation.

- **Inacceptables** : c'est-à-dire toute offre dont les conditions qui sont prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'examen des offres avant l'examen des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre. Cette demande ne peut aboutir à une négociation avec le candidat ni à une modification de l'offre.

6.3. Analyse des offres

Pour effectuer une sélection entre les dossiers reçus, il est recherché l'offre la plus avantageuse sur la base des critères indiqués ci-dessous à l'article infra.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4 et R. 2152-5 du code de la commande publique, si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter par décision motivée après avoir demandé au soumissionnaire, par écrit via PLACE, les précisions qu'il juge utiles et vérifié les justifications fournies.

L'administration se réserve le droit d'écarter des offres manifestement insuffisantes au plan technique ainsi que la possibilité de demander à un ou plusieurs candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre. Les précisions et compléments sont présentés par écrit via PLACE et, en tant que de besoin, ultérieurement annexés à la proposition initiale.

Au vu des critères pondérés de jugement des offres, le représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des soumissionnaires par ordre décroissant. Il retient l'offre la plus avantageuse, la mieux classée.

Les critères de notation sont les suivants :

Critères		Points	Pondération
Prix jugé au regard des coûts remis dans le Bordereau des Prix Unitaires :	Remises consenties par type de carburant	60	70%
	Conditions tarifaires des cartes accréditives	10	
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique fourni par le candidat et décomposée comme suit :	Pertinence et étendue du réseau de stations sur le territoire	10	25%
	Fonctionnalités et modalités de gestion des cartes accréditives	10	
	Organisation du service client et délai de traitement des demandes	4	
	Organisation de la livraison du carburant sur le site de la direction de l'aviation civile identifié	1	
Qualité et pertinence de la démarche de développement durable (économique, sociale et environnementale) en lien avec l'objet du marché		5	5%

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de corriger les éventuelles erreurs de multiplication, d'addition ou de reports qui sont constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat. Et le candidat concerné est tenu de le valider. En cas de refus, son offre sera considérée comme irrégulière et sera donc éliminée.

Une offre peut être déclarée inacceptable si son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

En application des articles R. 2185-1 à R. 2185-2 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

6.4. Méthode de notation des offres

Chaque critère a pour note maximale le nombre de points qui lui est attribué. La note globale est la somme des notes de chaque critère. Le maximum étant pour chaque lot.

- **CRITERE N°1 – PRIX**

Le critère prix est analysé sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE) intégré dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Le volume annuel estimatif n'a pas de valeur contractuelle, n'engage pas le pouvoir adjudicateur à un montant minimal de commandes et n'est utilisé que pour la seule notation des offres.

- Remises consenties : chaque remise indiquée dans la partie « CARBURANTS » du BPU sera analysé à hauteur de 60 points (note maximale attribuée au mieux disant). Une moyenne globale de l'ensemble des notes attribuées sera effectuée à hauteur de 60 points. La note financière est obtenue par application de la formule suivante : $[(\text{remise de l'offre examinée}) / (\text{Remise la plus haute})] \times \text{note maximum}$
- Conditions tarifaires des cartes accréditives : chaque prix unitaire renseigné au BPU pour la partie « FRAIS ANNEXES LIES A LA GESTION DES CARTES ACCREDITIVES (HORS 1ER DEPLOIEMENT) » sera analysé à hauteur de 10 points (note maximale attribuée au moins disant). Une moyenne globale de l'ensemble des notes attribuées sera effectuée à hauteur de 10 points. La note financière est obtenue par application de la formule suivante : $[(\text{coût global le plus bas}) / (\text{coût global de l'offre examinée})] \times \text{note maximum}$

- **CRITERE N°2 ET 3 – TECHNIQUE ET DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Pour chaque sous-critère, une note de 0 à 10 sera attribuée à chaque candidat au regard du barème de notation ci-dessous, puis pondérée :

Not e	Appréciation	Commentaires
0	Absence de réponse	Candidat n'ayant pas fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère fixé
2,5	Insatisfaisant	Candidat ayant fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé mais dont le contenu ne correspond pas aux attentes
5	Partiel	Candidat ayant fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
7,5	Satisfaisant	Candidat ayant fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond globalement aux attentes mais ne présente aucun avantage particulier
10	Très satisfaisant	Candidat ayant fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond complètement aux attentes et qui présente beaucoup d'avantages

En cas d'égalité, le responsable du pouvoir adjudicateur retiendra l'offre du soumissionnaire qui aura obtenu la meilleure note au critère n°1 prix.

- Critère technique

Il est apprécié d'après les éléments du candidat figurant dans son mémoire technique.

Les éléments proposés par le candidat dans son mémoire technique doivent être au minimum conformes aux caractéristiques du CCAP et du CCTP.

- Critère relatif au développement durable

Il est apprécié d'après les éléments du candidat figurant dans son mémoire technique. Cela concerne les éléments suivants :

- optimiser les déplacements lors des livraisons,
- favoriser l'écoconduite des chauffeurs assurant les livraisons,
- privilégier l'utilisation des véhicules relevant des normes EURO qui doivent respecter au minimum les prescriptions de la norme EURO 6,
- privilégier la production des cartes accréditatives avec des matériaux recyclés,
- autres mesures proposées pour limiter l'impact environnemental en lien avec le marché.

6.5. Mise au point

La personne responsable du marché se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter leur offre. Cette demande ne remettra pas en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

Les candidats ne peuvent pas modifier les dispositions du présent dossier de consultation des opérateurs économiques ainsi que celles des documents contractuels du marché (Acte d'engagement, CCAP, CCTP et annexes). Toute modification entraînera la nullité de l'offre. Toutefois les candidats sont autorisés à formuler des remarques. Les offres non conformes à l'objet du marché seront éliminées.